

répondant à des besoins de défense légitimes. Les États du Moyen-Orient renonceraient, pour leur part, à acheter, produire et essayer des missiles sol-sol, ce qui constituerait un premier pas vers l'élimination de ces missiles. Les Américains demandaient également que soient interdits dans la région la production et l'achat de matériaux nucléaires (comme l'uranium enrichi) pouvant servir à fabriquer des armements. Ils invitaient tous les États de la région à signer le Traité de non-prolifération et se déclaraient favorables à la création, à long terme, d'une zone dénucléarisée. Par ailleurs, ils encourageaient tous ces États à adhérer à la convention sur les armes chimiques dès qu'elle sera prête.

Le 9 juillet 1991, après s'être réunis pendant deux jours à Paris, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité - qui sont également les principaux fournisseurs d'armes au Moyen-Orient - sont convenus de chercher à éliminer les armes de destruction massive dans cette région et d'agir avec circonspection quand ils y exportent des armes conventionnelles. Dans leur déclaration finale, ils encourageaient les pays moyen-orientaux à formuler eux-mêmes des propositions pour limiter les armements. Lors d'une réunion ultérieure, qui a eu lieu à Londres, en octobre 1991, les cinq membres permanents sont convenus de se tenir mutuellement informés des transferts au Moyen-Orient d'armes entrant dans ces sept catégories : chars, véhicules de combat blindés, artillerie, avions de combat, hélicoptères de combat, bâtiments de marine et certains systèmes de missile. Les Cinq se sont de nouveau retrouvés en février 1992 pour discuter de définitions relatives à cette entente, comme le moment des notifications et le contenu des catégories. On est arrivé à aucun accord final, mais les participants ont continué de se consulter à ce sujet jusqu'à la fin du printemps 1992.

La Conférence de paix sur le Moyen-Orient qui s'est ouverte le 30 octobre 1991 fournit un cadre aux pourparlers sur la limitation des armements dans la région, et la question figure d'ailleurs à son programme. Cependant, reflet de la nature épineuse des négociations, les différents pays de la région n'accordent pas la même importance à la limitation des armements. Certains estiment que l'on ne peut s'entendre sur ce sujet tant qu'on n'aura pas réglé de plus vastes problèmes relatifs à la paix dans la région. D'autres pensent qu'il ne saurait y avoir de limitation viable tant qu'Israël conserve sa capacité -- supposée -- de produire des armes nucléaires.

La première session des pourparlers de paix sur le Moyen-Orient où l'on a parlé de contrôle des armements a commencé à Washington (D.C.) le 11 mai 1992. Les délégations travaillaient dans le cadre plus informel d'un atelier et les États en ont profité pour donner leur point de vue général sur la situation. Treize